Le mal, vous l'avez touché du doigt: C'est qu'en Saskatchewan, vous prêtez aux cultivateurs qui sont riches, vous leur accordez jusqu'à 2,307 prêts, alors qu'à nos cultivateurs de la province de Québec, qui ont besoin de ces prêts, vous n'en accordez qu'un nombre infime.

C'est la province de Québec qui devrait obtenir 5,000 prêts par an, contre 300 en Saskatchewan. Voilà ce qui serait juste et proportionné eu égard aux contribuables qui payent les taxes. En effet, faites le calcul: la province de Québec paye cinq fois plus de taxes que la Saskatchewan. Je ne suis pas contre la Saskatchewan, mais je dis et je maintiens que la province de Québec a droit à la même justice.

Si le ministre de l'Agriculture veut étudier la situation et être sérieux, il comparera le nombre des petits cultivateurs—pas les riches, mais les pauvres—du Québec et ceux de la Saskatchewan. Les chiffres pourront alors être inversés et doublés, et il faudra, à ce moment-là, accorder 5,000 prêts dans la province de Québec et 300 seulement en Saskatchewan, pour que ces deux provinces soient traitées avec la même justice.

Le point culminant de notre problème agricole est là. Mais on n'a jamais compris les besoins de la province de Québec, où l'on exploite des fermes familiales qu'il faut améliorer. D'après les déclarations du ministre au sujet des fermes familiales, on se rend compte qu'il n'en a jamais connu ni étudié les proportions.

Or, pour appliquer la loi actuelle, il faut laisser de côté le cultivateur qui gagne moins de \$1,200 par an. C'est justement contre cette attitude que nous luttons depuis 4 ou 5 ans. Comme je le disais hier soir, un cultivateur se présente au bureau, et sans trop d'explications, le conseiller en crédit lui dit: «Vends donc tes terres et va-t-en en ville.»

Hier soir encore, je recevais une lettre d'un cultivateur qui doit \$5,000 sur ses deux terres, dont 155 acres sont pourtant en culture. Tout ce qui lui manque, c'est un petit prêt de \$2,000 pour compléter son organisation. Mais on lui répond: «Vends tes terres et va-t-en.»

Imaginez le beau raisonnement! On paie des gens pour orienter et aider les cultivateurs, mais ce n'est pas en agissant ainsi qu'on va relever l'agriculture de la province de Québec et plus particulièrement nos terres familiales.

Nous avons raison, dans le passé, de réclamer un ministre de l'Agriculture pour la province de Québec, et nous le réclamerons jusqu'à la fin, parce que je m'aperçois, de plus en plus, que les mesures que le ministre met en vigueur dans les provinces de l'Ouest ne sont pas adaptables à la province de Québec.

On nous a donné une façade du ministère des Forêts pour venir en aide...

M. le président: A l'ordre! Je me demande si l'honorable député ne s'éloigne pas, en ce moment, du sujet à l'étude, c'est-à-dire l'amendement à la loi sur le crédit agricole.

M. Gauthier: Je vais revenir au sujet; c'était un à-côté pour prouver que les amendements à la loi sur le crédit agricole, même s'ils offrent quelques avantages, favoriseront encore l'Ouest et non l'Est du Canada, et ce parce qu'on n'a jamais voulu étudier sérieusement les problèmes des agriculteurs de l'Est.

Tout ce qu'on veut, à l'heure actuelle, avec ces nouvelles conditions de crédit, c'est faire de nos cultivateurs des «contracteurs en agriculture», comme c'est le cas dans l'Ouest. Jamais plus nous ne reverrons ces fermes familiales qui ont été transmises de génération en génération. C'est pour cette raison que nous voulons sauver le sol du Québec, parce que nous avons une vie familiale à sauvegarder, comme dans toutes les sphères de la société.

Je considère que si les amendements proposés étaient plus propices à l'agriculture du Québec, nous serions capables, d'ici quelques années, de rivaliser avec les autres provinces, de permettre à nos agriculteurs de vivre sur le même pied que ceux des autres provinces. Les cultivateurs ne demandent que cela. Mais que fait-on aujourd'hui? On les met à la porte en leur disant: «Va-t-en en ville, laisse ta terre!»

Monsieur le président, je suis content de ces amendements parce que deux ou trois d'entre eux touchent surtout les producteurs de miel et autres. La production agricole de la province de Québec est tellement diversifiée qu'il aurait fallu, au lieu de ces amendements, au moins 10 ou 12 autres amendements touchant directement le Québec. Mais je suis sûr que tant et aussi longtemps que le ministre de l'Agriculture actuel n'étudiera pas la question on n'arrivera à rien. Or, je sais qu'il en est capable, s'il le veut. Qu'il vienne dans le Québec, qu'il ne se contente pas de commencer avec les gens en passant mais qu'il étudie le fonds de terre de la province de Québec, les conditions de vie de nos cultivateurs, et je vous assure, monsieur le président, que nous n'aurons que des félicitations à lui faire, à l'avenir.

(Traduction)

L'hon. M. Hamilton: Monsieur le président, en écoutant l'honorable député de Roberval, je n'ai pu m'empêcher de penser que si le ralliement créditiste, en cette Chambre, s'en tenait aux questions qu'il a soulevées aujourd'hui, au lieu de s'occuper de questions moins sérieuses comme celle du drapeau, qui n'intéresse pas du tout la population rurale du